

Appel des organisations : SNTRS-CGT, CGT FERC-SUP, CGT-INRA, SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SNASUB-FSU, SNPTES, SUD-RECHERCHE-EPST, SUD-EDUCATION

# **Journée d'action Fonction Publique du 29/11/2016 : dans l'enseignement supérieur et de la recherche aussi !**

Dans notre ministère, la précarité est massive, les rémunérations sont inférieures de 30 à 40% par rapport aux autres secteurs de la fonction publique d'État, les carrières sont à la traîne. Les suppressions d'emplois et la restructuration en cours fragilisent les personnels et dégradent les conditions de travail. Les directions d'établissements refusent de débattre de cette dégradation et empêchent les CHSCT de jouer leur rôle.

Le ministère tarde à ouvrir des négociations avec les organisations syndicales sur les carrières et reste à ce jour aux abonnés absents pour répondre à nos revendications.

**Nos organisations appellent les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche à participer à la journée d'action du 29 novembre 2016**

**Dans le cadre de l'ensemble des revendications de la FP (voir au verso), elles exigent :**

- la fin de la politique de précarisation et la mise en place d'un plan de titularisation *de tou-te-s les contractuel-le-s et vacataires de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche travaillant sur des fonctions pérennes.*
- un plan pluriannuel de création d'emplois de fonctionnaires enseignants-chercheurs, chercheurs, ingénieurs, personnels techniques, de bibliothèque et administratifs à hauteur de 6 000 créations d'emplois/an pendant 10 ans.
- une réelle revalorisation des grilles et des carrières dans notre secteur
- une réelle augmentation du financement public de l'Enseignement supérieur et de la recherche : +3,5 milliards d'euros/an pendant 10 ans pour atteindre l'objectif de 1% du PIB pour la recherche publique et 2% du PIB pour l'enseignement supérieur,

**Elles appellent à se rassembler à Paris à partir de 14 h devant l'assemblée nationale et en région dans les rassemblements locaux.**

Des demandes d'audience seront faites au MESR pour Paris et en région auprès de préfetures et des rectorats.

Un préavis de grève a été déposé



**Le mardi 29 Novembre 2016**

## **FONCTION PUBLIQUE**

**DANS TOUTES LES PROFESSIONS ET DANS L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES**

### **MOBILISONS-NOUS POUR FAIRE ENTENDRE ET GAGNER SUR NOS REVENDICATIONS !**

- L'augmentation significative des salaires, les mesures de rattrapage des pertes accumulées depuis l'année 2010.
- La poursuite de la politique de transfert prime/points pour en finir avec les indemnités constituant des compléments de salaire, comme le RIFSEEP, instaurant l'inégalité de traitement entre les agents.
- La revalorisation des filières et des corps à prédominance féminine afin d'appliquer le principe : « un salaire égal pour un travail de valeur égale ».
- L'amélioration des conditions de travail et de l'organisation du temps de travail qui pourrait être mis en cause dans les concertations faisant suite au rapport Laurent : aucun nouveau recul en la matière n'est acceptable.
- Le renforcement du Statut général des fonctionnaires, de leurs statuts particuliers, des droits et des garanties collectives des personnels.
- Le renforcement des garanties aux usagers d'un service public de pleine compétence et de proximité sur l'ensemble du territoire national, y compris en Outre-Mer.
- L'octroi des moyens budgétaires nécessaires à l'accomplissement des missions publiques dans les trois versants de la Fonction publique avec les créations d'emplois statutaires nécessaires, de nouvelles mesures visant à la résorption de toutes les formes de précarité, des crédits de fonctionnement et d'investissement à la hauteur des besoins.
- La fin de la précarisation des emplois publics par un plan de titularisations.

En l'état actuel, les projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale 2017 restent marqués par l'austérité budgétaire, la poursuite des suppressions d'emplois, de nouvelles et conséquentes amputations de crédits, au détriment de la qualité et du financement de l'action publique et plus particulièrement celle mise en œuvre par l'Etat, les collectivités territoriales et les hôpitaux.

Dans un tel contexte, nos organisations syndicales décident de s'adresser à Madame Annick Girardin, Ministre de la Fonction publique, afin d'exiger que les discussions sur ces revendications soient rouvertes. Elles organiseront une conférence de presse unitaire.

Nos organisations appellent les personnels des trois versants de la Fonction publique, dans toutes les professions et dans l'ensemble des territoires, à contribuer à la réussite du mardi 29 novembre 2016, journée nationale d'expressions de leurs revendications avec notamment :

- L'élaboration de cahiers revendicatifs professionnels et territoriaux.
- L'interpellation et des demandes d'audience auprès des hiérarchies administratives locales.
- L'envoi de motions aux préfets et l'organisation de rassemblements devant les préfetures.
- La distribution de tracts aux usagers du service public.

**Enfin, nos organisations appellent les personnels à débattre des conditions de l'engagement, après le 29 novembre, de nouvelles étapes de mobilisation.**